

Si dessous un bonne analyse de la situation en Argentine de celui qui tient le blog Antigone, en effet nous pouvons nous attendre à un coup de force des militaires.

## Les cacerolazos des quartiers chics de Buenos Aires

Publié le 12/11/2012 à 17:54 par monde-antigone

Un cacerolazo est un concert de casseroles. Cette forme de protestation bruyante a été pratiquée par le passé au Chili sous la présidence d'Allende puis en Argentine. Quand la bourgeoisie des quartiers hupés de Palermo et Recoleta se rassemble Plaza de la Republica pour marcher jusqu'à la célèbre Place de Mai, cela n'annonce rien de bon. Le 8 novembre, plusieurs milliers de personnes ont emprunté cet itinéraire en tapant sur des casseroles pour protester pêle-mêle contre le contrôle des changes, l'inflation, la corruption, l'insécurité et un projet de réforme de la Constitution qui permettrait à Cristina Kirchner de briguer un 3e mandat en 2015.

S'il y a une chose que la bourgeoisie ne supporte pas, c'est de ne pas pouvoir jouir de son argent à sa guise. Or c'est ce qui lui arrive actuellement en Argentine. Elle en a assez des contrôles effectués sur les opérations de change, de la difficulté de se procurer des dollars et d'épargner quand la monnaie nationale, le peso, se dévalue au rythme de 25 % par an. Pourquoi est-il si difficile d'acquérir des dollars auprès des établissements bancaires ? Parce que la Banque centrale en a besoin pour payer ses échéances. Et l'Etat argentin en a encore plus besoin aujourd'hui alors qu'il doit faire face à la rapacité des fonds spéculatifs "vautours" qui veulent être remboursés sans délai et qui sont allés jusqu'à saisir un navire école de la marine argentine au Ghana. Derrière l'offensive de

ces fonds vautours, il y a la pression des agences de notation, mais on devine aussi celles du monde de la finance et les intérêts des forces politiques liées aux milieux d'affaires pour obliger l'Etat argentin à emprunter alors qu'il ne peut plus se refinancer normalement depuis la faillite de 2000-2001.

Les cacerolazos sont présentés par la presse comme des manifestations spontanées de citoyens "indépendants" exaspérés. En réalité, ils ne sont pas plus spontanés que les manifestants ne sont indépendants. Des forces politiques en assurent discrètement la logistique (par exemple, les pancartes que les manifestants brandissent ne sont pas artisanales). En premier lieu, la droite conservatrice, celle des macristes du nom du maire de Buenos Aires, Mauricio Macri. Ils courent après leur revanche après 9 années d'insuccès électoraux et de domination péroniste. Macri est le leader d'une coalition de partis libéraux Propuesta Republicana (PRO) favorable à une amnistie pour les militaires et les policiers accusés de crimes commis sous la dictature entre 1976 et 1983. Ils sont soutenus par tout ce que l'Argentine compte de réactionnaires et de nostalgiques de la dictature, notamment le Partido Popular de la Reconstrucción (PPR) proche des milieux militaires et le parti d'extrême droite Nuevo Triunfo. **Les piqueteros des Confederaciones Rurales Argentinas (CRA)** sont aussi de la partie, surtout en province. Des paysans pauvres et des chômeurs qui étaient utilisés pour couper les routes à la fin des années 90 représentent la gauche populiste nationaliste sous la férule de leur chef Raul Castells. L'addition de ces formations, avec à leur tête de fortes personnalités, constitue un ensemble hétérogène qui se présente chaque fois divisé au moment des élections. Si Cristina Kirchner est de plus en plus rejetée, l'opposition n'apparaît pas pour autant comme une alternative crédible. C'est ce qui explique peut-être que pour l'heure elle préfère agir dans l'ombre des classes moyennes aisées.

Les professions libérales d'habitude silencieuses qui pensaient ne plus revivre le cauchemar des années 2000 sont en train de prendre peur. Ce sentiment de peur s'étend bien au-delà de Buenos Aires aux principales villes du pays: Rosario, Cordoba, Parana, Mendoza, San Miguel de Tucuman. Cette bourgeoisie est convaincue que le Parti justicialiste au pouvoir est en train de les conduire à la ruine. Elle en a assez. Elle réclame son départ et des élections anticipées. Elle exprime sur ses pancartes l'étendue de son malaise: "Je ne veux pas vivre dans la peur", "Assez de corruption", "Sauvons la République" en agitant des drapeaux argentins et en chantant l'hymne national... Les péronistes de leur côté, confortés par la légitimité que leur a donné le suffrage présidentiel, affirment qu'ils ne céderont pas.

Après le "8N", un nouveau cacerolazo est annoncé pour le 6 décembre (le "6D"). On peut imaginer que l'armée, humiliée par les procès faits à ses généraux, observe les événements avec beaucoup d'attention. Devant l'exaspération de la bourgeoisie et l'impopularité du régime Kirchner, je ne la vois pas attendre tranquillement dans ses casernes les élections de 2015. D'autant que la crise mondiale ne fera pas relâche...

## Ble : La récolte de blé argentine compromise

25/10/2012

Commodesk - Avec les pluies qui ont inondé la province de Buenos-Aires, la récolte de blé argentine 2012-2013 pourrait être moins élevée que prévu initialement. Un million d'hectares de céréales serait perdu.

Les tempêtes de septembre avaient perturbé l'épiaison (stade de gonflement des épis), et les pieds sont maintenant menacés par la pourriture, en raison de l'eau qui noie les racines. Il y a un mois, les producteurs espéraient pourtant une récolte de blé historique.

Globalement, les pluies ont été trop importantes depuis trois mois pour que les cultivateurs restent sereins. Trop d'eau nuit à la qualité des céréales et à leur teneur en protéines, élément

clé pour la passation des marchés.

D'après le ministère de l'Agriculture, la moisson pourrait être en retrait de 17% par rapport à l'an dernier, à 11,5 millions de tonnes, chiffre qui correspond aussi à la prévision de l'USDA.

Le conflit entre les autorités et les paysans n'a pas arrangé les choses, les ruraux préférant souvent semer du soja, dont les volumes à l'exportation ne sont pas réglementés, comme c'est le cas pour le blé. Cependant, dans un contexte tendu, moins de blé sur le marché n'est pas forcément une mauvaise situation en termes de revenus pour les producteurs.

## L'Argentine paralysée par une grève générale

Publié le 22/11/2012 à 16:44 par monde-antigone

Grève générale en Argentine dans une grande partie du pays, et pas qu'à Buenos Aires, depuis mardi. [J'ai écrit une analyse de la situation dans "Les cacerolazos des quartiers chics de Buenos Aires" (12/11/2012)]

## La capitale Buenos Aires paralysée par la grève générale

par Jean-Louis Buchet

RFI - 21 nov 2012

<http://www.rfi.fr/ameriques/20121121-argentine-grève-cta-cgt-moyano-micheli-kirchner>

BUENOS AIRES - En Argentine, la présidente péroniste Cristina Kirchner a dû affronter, ce 20 novembre, une grève générale décidée par deux des principales centrales syndicales du pays, la première depuis son arrivée au pouvoir en 2007. Une grève qui a été très largement suivie et a transformé Buenos Aires en une ville morte. Par delà les revendications salariales, les travailleurs entendaient protester contre un gouvernement qui ne les écoute pas. Douze jours après une importante manifestation des classes moyennes, c'est un nouvel avertissement pour Cristina Kirchner.

« Il n'y a qu'une CGT », scandent les militants dans un climat de joie qu'autorise le succès de

la grève générale de ce 20 novembre. Au siège de la principale centrale argentine, tous les dirigeants syndicaux qui ont appelé à protester contre le gouvernement sont là. Parmi eux Pablo Micheli, le secrétaire général de la CTA, hier encore rivale de la CGT: « Nous nous sentons très honorés de cette invitation, parce que nous sentons que cette maison est aussi un peu la nôtre, parce que nous sommes des travailleurs.» Le maître des lieux, Hugo Moyano, il y a un an encore allié fidèle de la présidente Cristina Kirchner, prend la parole: « Le silence des rues, le silence des établissements et des entreprises, c'est la voix que le gouvernement doit écouter.» Si le pouvoir ne nous écoute pas, le combat va continuer, avertissent les syndicalistes. Deux heures plus tard, la présidente dénonce un chantage.

Le 8 novembre, les classes moyennes étaient descendues dans la rue pour demander que le gouvernement les écoute. Ce mardi c'était le tour d'une partie des travailleurs. Une partie, parce que deux autres centrales syndicales soutiennent la présidente mais, quand les péronistes, qui ont toujours eu des problèmes avec les classes moyennes, se coupent de leur base ouvrière, c'est que la situation est grave.

## **Argentine: Une grève bloque les accès de la capitale et perturbe les vols**

AFP, France24 - 20 nov 2012

<http://www.france24.com/fr/20121120-argentine-une-grève-bloque-acces-capitale-perturbe-vols>

Une grève a bloqué mardi les principaux accès de la capitale argentine et perturbé les vols régionaux, à l'appel de syndicats opposés à la présidente Cristina Kirchner, ont constaté des journalistes de l'AFP. "C'est un succès à travers le pays", a déclaré le responsable du courant dissident de la Centrale des travailleurs argentins (CTA), Pablo Micheli, devant quelque 200 manifestants qui bloquaient l'un des accès à Buenos Aires.

Le centre-ville était désert, les cafés et magasins étaient fermés. Des barrages ont bloqué les accès nord, sud et sud-ouest de la capitale - y compris la route de l'aéroport international

Ezeiza - avant d'être levés à la mi-journée. Tous les vols intérieurs ont été annulés à l'aéroport Aéroarque, situé en plein Buenos Aires. La compagnie aérienne chilienne LAN a annoncé qu'elle "annulait tous les vols en Argentine dont le décollage est prévu avant 16H00" locales, ainsi que "sept vols régionaux vers et en provenance de Sao Paulo, Lima et Santiago du Chili". Des embouteillages se sont multipliés autour de la ville à cause des barrages, tandis que plusieurs trains de banlieue et une ligne de métro n'ont pas fonctionné, selon des journalistes de l'AFP.

"J'appelle mes compagnons, les travailleurs, à faire preuve de responsabilité pour défendre, non pas le gouvernement, mais un projet politique qui a permis de créer 5 millions et demi de postes de travail", a écrit la présidente Cristina Kirchner sur le réseau social Facebook. Le chef du gouvernement, Juan Manuel Abal Medina, a dénoncé de son côté menaces et agressions. "Ceux qui souhaitent aller travailler sont accueillis à coup de pierres, comme on le voit dans le centre de Buenos Aires", a-t-il dit.

Certains cafés ont fermé leurs portes après avoir reçu des menaces, selon des témoins. "Si nous ouvrons, ils cassent tout", a déclaré à l'AFP une employée d'un restaurant McDonald's au centre-ville. Les télévisions montraient la vitrine d'une autre chaîne, Starbucks, brisée par des éléments non identifiés. "Des commerçants ont été contraints par la violence de fermer leurs cafés et leurs restaurants", a dit à la presse le vice-ministre de la Sécurité, Sergio Berni, qui a parcouru les rues de la "City" entouré de policiers.

La grève a été organisée par un courant dissident de la CTA et par la CGT de Hugo Moyano, le puissant dirigeant des camionneurs, allié de la présidente Kirchner jusqu'en 2011. Ils demandent une baisse de l'impôt sur le revenu qui pèse de plus en plus sur les salariés. Une partie de la CTA et de la CGT demeure toutefois fidèle au pouvoir. Cette grève intervient 13 jours après des manifestations massives à travers tout le pays, un signe que le pouvoir a perdu le soutien d'une partie des classes moyennes. (...)

## **L'Argentine sommée par la justice américaine de rembourser ses créanciers**

AFP, Les Echos - 22 nov 2012

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/afp-00479514-l-argentine-somme-par-la-justice-americaine-de-rembourser-ses-creanciers-presse-513454.php?xtor=RSS-2009>

L'Argentine doit, avant le 15 décembre, commencer à rembourser les fonds spéculatifs qui ont refusé de participer aux offres de restructuration de sa dette, indique jeudi le Wall Street Journal, citant un jugement rendu par un juge fédéral à New York. Le juge Thomas Griesa a exigé des autorités argentines qu'elles commencent à rembourser pour un montant de 1,3 milliard de dollars ces fonds spéculatifs, comme Elliot Management ou NML Capital, dès le mois de décembre en même temps qu'elle rembourse les détenteurs de dette argentine ayant accepté les deux accords de restructuration conclus en 2005 et 2010.

Dans les attendus de sa décision, cités par le journal, le juge Griesa enjoint les banques impliquées dans les opérations de remboursement de la dette restructurée de s'y opposer si les fonds spéculatifs restés à l'écart ne sont pas eux-aussi remboursés. Si cette décision devait être confirmée en appel, voire devant la Cour suprême américaine, et si Buenos Aires confirme son refus de rembourser ces fonds, elle aurait pour conséquence de placer l'Argentine en défaut de paiement, explique le journal.

L'Argentine avait affirmé fin octobre qu'elle refusait de payer ces fonds spéculatifs. "Nous n'allons jamais payer les fonds vautours. Ceux qui pensent autrement n'ont rien compris", avait déclaré le ministre argentin de l'Economie, Hernan Lorenzino. Il avait toutefois assuré que le pays allait "continuer à rembourser les 93 % de créanciers qui ont accepté son offre d'échange de dette en dollars, en euros et en yens, comme convenu".

Le 26 octobre, la justice américaine avait rejeté un recours déposé par Buenos Aires contre une première décision de justice rendue le 23 février et appelant l'Argentine à rembourser tous les porteurs privés dans le cadre de ces restructurations, dont le fonds NML Capital. Le fonds NML, qui a son siège aux îles Caïman, un paradis fiscal, réclame à Buenos Aires plus de 370 millions de dollars après avoir refusé des

offres d'échange de titres de dette en 2005 et 2010 et a fait saisir la frégate argentine Libertad, retenue depuis le 2 octobre au port de Tema, au Ghana. Peu après cette décision de justice, l'agence de notation financière Standard and Poor's (S&P) avait abaissé la note de la dette souveraine argentine de "B" à "B-", en raison des "risques croissants" financiers que traverse le pays. La décision de S&P a eu lieu peu après celle de sa concurrente Fitch Ratings, qui a placé "sous surveillance négative". L'Argentine, dont la note de la dette à long terme du pays, actuellement de "B" (très spéculatif), pourrait elle aussi être abaissée à court terme.

### La note de l'Argentine dégradée de cinq crans par l'agence Fitch

RFI - 29 nov 2012

<http://www.rfi.fr/ameriques/20121128-note-argentine-degradee-cinq-crans-agence-fitch-economie-crise>

La décision a été annoncée dans la nuit. Déjà dégradée par Standard and Poor's au début du mois, l'Argentine est cette fois sanctionnée par Fitch. La note de l'Argentine est dégradée de cinq crans de « B » à « CC ». L'agence juge probable un défaut de paiement du pays. La note attribuée à l'Argentine par Fitch, n'est plus qu'à deux crans de la catégorie « triple D », qui correspond à des émetteurs en défaut de paiement.

Cette décision intervient après la condamnation de Buenos Aires par un juge américain à verser 1,3 milliard de dollars à des fonds spéculatifs, des détenteurs d'obligations d'Etat qui avaient refusé l'échange de titres proposés par l'Argentine en 2005. Le pays a, en effet, été contraint de restructurer sa dette, à la suite de sa faillite financière en 2001. Le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner refuse de se plier aux demandes de ces fonds vautours, qui exigent d'être remboursés en totalité. Alors que la plupart des créanciers avaient, eux, accepté une décote de 75 %, après la faillite du pays.

L'agence de notation Fitch estime donc que l'Argentine pourrait se retrouver prochainement en cessation de paiement. Le 15 décembre, Buenos Aires fera face à une double échéance: les intérêts de titres émis dans le cadre de la restructuration, de 3 milliards de dollars, auxquels s'ajoutera la somme due aux fonds

spéculatifs.

## Argentine: Le spectre d'un nouveau défaut de paiement s'éloigne

AFP/AWP, Romandie news - 29 nov 2012  
[http://www.romandie.com/news/n/Argentine\\_le\\_spectre\\_d\\_un\\_nouveau\\_defaut\\_de\\_paiement\\_s\\_eloigne\\_88291120121720.asp](http://www.romandie.com/news/n/Argentine_le_spectre_d_un_nouveau_defaut_de_paiement_s_eloigne_88291120121720.asp)

BUENOS AIRES - Le spectre d'un nouveau défaut de paiement de l'Argentine s'éloigne après la suspension en appel de l'arrêt d'un juge de New York qui obligeait le pays sud-américain à verser à la mi-décembre 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs. "Nous saluons une décision qui apporte une dose de bon sens après un arrêt qui risquait d'empêcher toutes les restructurations de dette partout dans le monde", a commenté le président de l'Union industrielle argentine José Ignacio De Mendiguren.

Le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner pourra désormais régler d'ici le 15 décembre 3,1 milliards de dollars au titre de la dette renégociée (93 % du total) avec ses créanciers, sans risquer de voir cette somme saisie pour payer les fonds spéculatifs NML et Aurelius. En cas de saisie et d'impossibilité de régler les détenteurs de titres de la dette renégociée, l'Argentine aurait pu être déclarée en défaut de paiement "technique". Cette nouvelle menace de faillite, 11 ans après le défaut de paiement historique portant sur 100 milliards de dollars, avait conduit mardi l'agence d'évaluation financière Fitch à abaisser brutalement de 5 crans la note du pays. Il y a une semaine, un juge fédéral de l'Etat de New York, Thomas Griesa, avait fait sensation en ordonnant à l'Argentine de verser d'ici le 15 décembre 1,33 milliard de dollars à NML et Aurelius. Ces fonds détenteurs de dette publique argentine avaient refusé les offres d'échanges de titres en 2005 et 2010.

La justice de New York a toutefois décidé mercredi en appel que "tous les jugements relatifs à cette affaire étaient suspendus" jusqu'à l'audience en appel prévue le 27 février. "Ce calendrier garantit le respect de toutes les échéances de la dette de l'Argentine prévues au mois de décembre", s'est félicité le ministère

argentin de l'Economie. L'Argentine pourra donc faire face le 15 décembre à une échéance de dette renégociée de 3,1 milliards de dollars, sans que viennent s'ajouter 1,33 milliard de dollars dus aux créanciers récalcitrants. La décision de la Cour d'Appel "suspend tous les ordres du juge Griesa", a relevé le ministère argentin de l'Economie. En outre, la Cour a donné suite à une demande de porteurs de la dette publique argentine renégociée: opposés aux fonds spéculatifs, ils pourront désormais être écoutés et considérés comme tierce partie dans l'affaire.

Les fonds spéculatifs NML et Aurelius ont refusé les échanges de dette dans le but d'obtenir, à travers une bataille judiciaire, 100 % du capital plus intérêts sur des titres acquis à très bas prix lorsque l'Argentine a fait défaut en 2001. "Les porteurs de titres qui ont accepté les échanges de dette avaient fait appel avec nous devant la Cour", a précisé le vice-ministre argentin de l'Economie Axel Kicillof, avant d'ajouter que "les fonds vautours" misent surtout sur la "voie judiciaire" pour être remboursés.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds spéculatifs, qui cherchent à être remboursés à 100 %, alors que les investisseurs qui ont souscrit aux échanges ont dû accepter une décote de plus des deux tiers pour certains. La suspension de l'arrêt du juge de New York intervient alors que le ministre argentin de l'Economie, Hernan Lorenzino, avait laissé entendre mardi que son pays pourrait rouvrir l'offre d'échange de titres afin de montrer qu'il est prêt à payer.

## [Les Piqueteros. Argentine 1994-2006.](#)

### Table des matières

Ce texte a été publié en brochure par Echanges et mouvement.

BP 241, 75866 Paris Cedex 18  
[echanges.mouvement@laposte.net](mailto:echanges.mouvement@laposte.net)

## [Le mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006 \(1\)](#)

Présentation Le texte qui suit a pour objet de décrire le mouvement que les chômeurs

argentins ont développé depuis le début des années de crise, autour de 1995. La crise argentine a produit un mouvement social riche d'expériences nouvelles, et pas seulement dans la section du prolétariat qui était au chômage en raison de la politique de dégraissages, de restructurations et de privatisations qui fut menée à tombeau ouvert par le gouvernement et les patrons. Cependant, mon étude se (...)

## [Le mouvement des piqueteros.](#) [Argentine 1994-2006 \(2\)](#)

Suite de : Le mouvement des piqueteros.  
Argentine 1994-2006 (1) Deuxième partie la période 2002-2006 1. Après les journées de décembre 2001 On ne dispose pas d'une source aussi exhaustive que celle de Luis Oviedo pour suivre l'évolution du mouvement piquetero dans les années 2002-2006. Essayons d'esquisser la trajectoire à partir d'éléments disparates. La tendance générale fut celle d'une dichotomie croissante entre l'institutionnalisation des (...)

| 6.08.2007 | Pas de commentaires | [Argentine](#)

## [Le mouvement des piqueteros.](#) [Argentine 1994-2006 \(3\)](#)

Suite de : Le mouvement des piqueteros.  
Argentine 1994-2006 (1) Le mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006 (2)  
CONCLUSIONS ET COMMENTAIRES 1.  
Nature exceptionnelle du phénomène piquetero  
Nulle part ailleurs qu'en Argentine, un chômage massif n'a donné lieu à un mouvement social aussi particulier que le mouvement piquetero (62). Visiblement, le taux élevé du chômage n'est pas un facteur suffisant pour provoquer ce type d'organisation des luttes. Il faut (...)